

# BRÈVES ÉCONOMIQUES

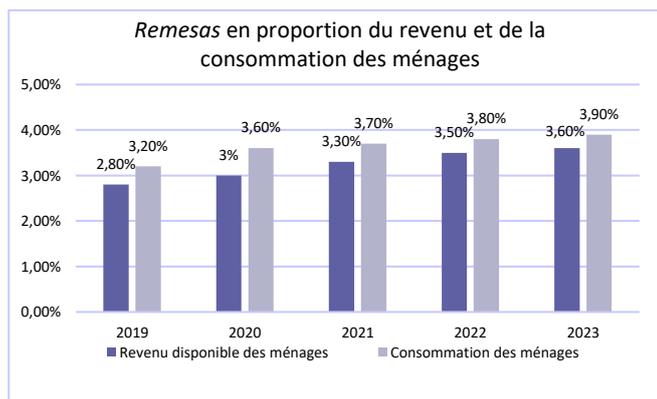
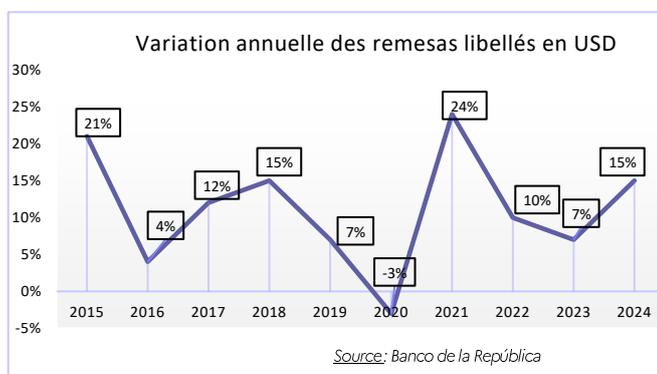
## Amérique andine et plateau des Guyanes

Une publication du SER de Bogota  
 En collaboration avec les SE de Lima, de Caracas et de l'antenne du SER à Quito  
 Semaine du 14 novembre 2024

### Zoom : les *remesas* en provenance des ménages colombiens résidents aux Etats-Unis pourraient être taxé à hauteur de 10 % par le nouveau gouvernement de Donald Trump.

Les envois de fonds (*remesas*) des ménages colombiens résidents aux Etats-Unis - soit environ 45 % de la diaspora colombienne - pourraient être taxé à hauteur de 10 % par le gouvernement étatsunien entrant. Cette décision aurait alors un impact considérable sur l'économie colombienne en général, ces envois de fonds devant représenter 2,8 % du PIB cette année<sup>1</sup>. En septembre, les *remesas* ont atteint 1,037 Md USD, portant le cumul sur les neuf premiers mois de 2024 à 8,7 Md\$. Ce montant se rapproche du record de 10 Md\$ atteint en 2023. Cette dynamique est principalement due à l'augmentation significative de l'émigration colombienne, avec près de 1,3 millions de Colombiens ayant quitté le pays au cours des trois dernières années pour s'installer le plus souvent aux Etats-Unis (45 % de l'émigration) et en Espagne (25 %). Plus précisément, le rebond de 2021 des transferts (+ 24 %) est lié aux aides postpandémiques octroyées par les gouvernements des pays de résidence des migrants. Les *remesas* bénéficient à 2,1 M de ménages colombiens<sup>2</sup> recevant en moyenne entre 470 et 506 USD / mois.

Cependant, l'arrivée de Donald Trump à la présidence des États-Unis pourrait enrayer cette



<sup>1</sup> Source : Banque Centrale colombienne.

<sup>2</sup> Donnée de juin 2024

dynamique : le gouvernement du Président élu envisage d'imposer une taxe de 10 % sur les *remesas* envoyées par les ménages états-uniens, dans le but – selon le nouveau vice-président J.D. Vance - de « pénaliser les activités illicites telles que le trafic de drogues et de personnes », ce qui pourrait avoir un impact direct sur le volume des envois de fonds. D'autre part, une politique migratoire plus stricte sous Trump, associée à une probable augmentation des expulsions et à des restrictions sur les processus migratoires, pourrait rabaisser d'autant le volume des *remesas*.

La mise en place d'une taxe de 10 % sur les *remesas* en provenance des Etats-Unis pourraient plus globalement affecter l'ensemble de la zone LATAM (i.e. les *remesas* à destination du Mexique et du Venezuela représentent des flux annuels chiffrés à 48 Md USD et 3 Md USD pour 2023).

## Bolivie

**La BCB autorise temporairement une baisse des réserves d'or en dessous du seuil minimum.**

**Le Banque Centrale de Bolivie (BCB) a modifié sa réglementation pour permettre que ses réserves d'or tombent temporairement en dessous du seuil minimum légal.** En effet, depuis le 5 mai 2023, la *Ley de Oro* « sur l'achat d'or pour le renforcement des réserves internationales » établissait que la BCB doit maintenir un minimum de 22 tonnes de réserves d'or des réserves internationales, calculées tous les six mois. Selon la nouvelle résolution, une baisse est maintenant autorisée à condition que les réserves soient reconstituées pour atteindre à nouveau les 22 tonnes lors des dates de vérification semestrielles, les 5 mai et 5 novembre. Si la mesure a été annoncée comme une réponse aux besoins de financement du pays, notamment pour le paiement des combustibles et de la dette externe, la décision a provoqué la démission de deux directeurs de la Banque centrale, qui craignent des sanctions légales potentielles. Au 7 novembre 2024, les réserves internationales nettes (RIN) du pays étaient de 1,97 Md\$, dont 1,91 Md\$ en or. Certains économistes y voient une mesure risquée, soulignant que la vente d'or est insuffisante pour répondre à la crise de liquidités actuelle.

**La nouvelle exigence de paiement en USD pour le carburant menace le secteur aérien.**

**L'Association des Compagnies Aériennes (ALA) a exprimé de vives préoccupations concernant une mesure de l'entreprise publique en charge des hydrocarbures (YPFB), obligeant les compagnies aériennes à payer le carburant en dollars étasuniens.** En raison des difficultés

actuelles d'accès aux devises dans le pays, cette décision pourrait entraîner le départ de plusieurs

compagnies aériennes internationales de Bolivie, réduisant ainsi les options de transport pour les passagers, qui devront se tourner uniquement vers la compagnie aérienne nationale *Boliviana de Aviación* (BoA) pour leurs liaisons internationales. Cette décision pourrait entraîner des complications financières pour les compagnies aériennes, augmenter leurs coûts et menacer la stabilité de leurs opérations.

## Colombie

**L'augmentation du salaire minimum ne devrait pas excéder +10 %.**

**Lors du congrès des associations fiduciaires de Colombie, le ministre des Finances, Ricardo Bonilla, a indiqué que les discussions sur le salaire minimum devraient débuter avec une proposition d'augmentation de 6,2%.** En raison des prévisions d'inflation, le ministre a écarté la possibilité d'une augmentation supérieure à 10%. Ce taux de 6,2% est calculé en sommant la prévision d'inflation de novembre (+ 5,2 % g.a) et le point de productivité<sup>3</sup>, la base de calcul traditionnelle pour les négociations tripartites pour le salaire minimum en Colombie. Du côté des entreprises, des inquiétudes concernant les effets négatifs de cette hausse du salaire minimum – coût de production supplémentaire pouvant mener à une perte de compétitivité ou à des licenciements – se profilent.

**L'inflation d'octobre (5,4 % g.a.) est la plus faible depuis novembre 2021.**

**Le DANE a publié les statistiques d'inflation pour le mois d'octobre, laquelle a enregistré une hausse des prix de +5,41 % g.a., marquant ainsi le taux de variation annuel le plus bas depuis novembre 2021.** Cette diminution résulte principalement d'une variation mensuelle

<sup>3</sup> Ce mécanisme permet que le salaire minimum soit ajusté non seulement en fonction de l'inflation, mais aussi en fonction de l'évolution de la productivité.

négative de -0,13%, une première depuis juin 2021.

Sur le plan mensuel, les secteurs ayant contribué le plus à cette baisse sont les aliments et boissons non alcoolisées (-0,76%) ainsi que le loisir et la culture (-0,17%) tandis que les boissons alcoolisées et le tabac ont enregistré une hausse de +0,21%. En glissement annuel, l'éducation a connu la plus forte augmentation (+10,65 % g.a), mais ne contribue que marginalement (0,41 points de pourcentage) au calcul de l'indice des prix à la consommation. D'autres secteurs notables incluent les restaurants et hôtels (+8,9% g.a.) et l'habitat, l'eau, l'électricité et le gaz (+8,1% g.a.), qui eux ont un impact significatif sur le calcul de l'IPC, respectivement avec 0,85 et 2,45 points de pourcentage.

Par ville, Bucaramanga a enregistré l'augmentation la plus élevée de l'IPC (+6,4% g.a.), tandis que Santa Marta, avec une hausse de seulement +1,9% g.a., a été la métropole la moins affectée.

### L'État alloue 380 M USD aux réparations à la suite des fortes pluies.

Ce 13 novembre, le gouvernement colombien a annoncé qu'il allouerait 1 700 Md COP (environ 380 M USD) pour la première phase de gestion des catastrophes naturelles provoquées par les fortes pluies. A ce jour, 107 municipalités dans 20 départements sont en alerte rouge en raison de risques de glissements de terrain, tandis que 30 autres zones sont menacées par des phénomènes hydrologiques, selon l'Institut de météorologie. Pour répondre aux besoins des populations dans ces zones à risque, les fonds alloués par le gouvernement permettront de i) fournir des kits d'urgence, ii) d'octroyer des subventions pour le logement, iii) d'installer des systèmes d'approvisionnement en eau, iv) de réhabiliter les routes et v) de réparer les établissements scolaires. Carlos Carrillo, directeur de l'Unité nationale pour la gestion du risque de catastrophes (Ungrd), a précisé que la réponse gouvernementale sera coordonnée, chaque secteur ayant des actions spécifiques à mettre en œuvre.

### Les bénéfices nets d'Ecopetrol s'effondrent au T3-24 en raison de facteurs externes.

Au T3-2024, la compagnie pétrolière publique<sup>4</sup>, Ecopetrol, a enregistré un bénéfice net de près de 807 M USD, en baisse de 28,3 % sur un an. Ce résultat est imputable, selon l'entreprise, à un environnement externe défavorable, notamment la baisse des prix du pétrole, les fluctuations du taux de change, et une inflation qui - malgré une baisse - reste persistante, ce qui a pesé sur les performances à hauteur de 538 M USD. Sans ces contraintes, le bénéfice aurait pu atteindre 1,3 Md USD, soit une hausse de 19 % par rapport à l'année précédente. Par ailleurs, la cotation en bourse de l'entreprise s'est nettement dégradée au cours des 10 premiers mois de l'année - l'action de l'entreprise a chuté de 29,7 % - alors que le cours du pétrole Brent n'a reculé que de 3,6 %.

Indicateurs	Variation hebdomadaire	Variation en g.a.	Ce jour
Bourse (COLCAP)	+ 0,8 %	+20,8 %	1 346
Change USD/COP	+3,2 %	+ 6 %	4 460,8
Change EUR/COP	+0,3 %	+10,5 %	4 716
Prix du baril (Brent, USD)	-1,9 %	-10 %	72,4

## Guyana

### Acquisition du FPSO Prosperity par Exxon Mobil.

ExxonMobil, géant pétrolier américain, a finalisé l'acquisition du FPSO<sup>5</sup> Prosperity pour 1,2 Md USD : un investissement stratégique visant à renforcer sa position dans le champ pétrolier Payara, situé au large du Guyana. Bien qu'ExxonMobil devienne propriétaire de la plateforme, SBM Offshore (société pétrolière néerlandaise) demeure responsable de ses opérations et de sa maintenance jusqu'en 2033, dans le cadre d'un modèle intégré de gestion.

Cette acquisition survient avant l'expiration du contrat de location du FPSO, prévu pour novembre 2025. L'opération est également marquée par une volonté de garantir la

<sup>4</sup> Également la plus grande entreprise pétrolière de Colombie.

<sup>5</sup> Unité flottante de production, de stockage et de déchargement.

durabilité de l'unité, le *Prosperity* étant l'un des premiers FPSO à recevoir la notation SUSTAIN-1 du Bureau étatsunien de la navigation pour son excellence opérationnelle et ses procédures de documentation.

## Pérou

**Le Pérou accueille cette semaine le forum de Coopération Economique pour l'Asie-Pacifique (APEC).**

**Du 10 au 16 novembre 2024, le Pérou accueille pour la troisième fois l'APEC, un forum intergouvernemental regroupant 21 économies qui promeut le libre-échange dans toute la région Asie-Pacifique.** Les chefs d'État et dirigeants d'entreprises des pays membres se réuniront dans plusieurs villes péruviennes autour d'un programme, notamment axé sur la transition économique formelle, la promotion d'une croissance durable et inclusive et le soutien à un développement plus résilient. Cet événement offre au Pérou une visibilité importante sur la scène internationale et de nombreuses opportunités économiques, avec la modernisation du Traité de Libre Echange conclu en 2009 avec la Chine et la probable signature d'un nouvel accord commercial avec Hong Kong. La position stratégique du pays dans le Pacifique s'en retrouve donc réaffirmée, avec en point d'orgue de cette séquence, l'inauguration du « mégaport » chinois de Chancay, premier port américain des Nouvelles routes de la soie, en présence du président Xi Jinping. En outre, en 2022, 67% des échanges commerciaux péruviens étaient réalisés avec des membres du forum<sup>6</sup>.

**BCRP réduit son taux d'intérêt de référence.**

**La Banque Centrale du Pérou (BCRP) a réduit le taux d'intérêt de référence de 25 points de base pour le ramener à 5%.** Dans la note d'information du programme monétaire de novembre, l'autorité a justifié sa décision par le fait que l'inflation est restée dans la fourchette cible (1 % à 3 %) en octobre. Pour Jorge Chavez, ancien président de la Banque centrale, la décision de la BCRP répond à l'attente que la Fed poursuive son cycle de réduction. Cependant, le conseil d'administration de la Banque a précisé

que cet ajustement n'implique pas nécessairement un cycle de réductions successives des taux d'intérêt puisque les ajustements futurs dépendront des nouvelles informations sur l'inflation et ses déterminants.

## Suriname

**Le Suriname et le Guyana en lisse de devenir d'importants fournisseurs de gaz naturel liquéfié à horizon 2030.**

**Le Suriname et le Guyana pourraient, d'ici 2030, devenir des fournisseurs stratégiques de gaz naturel liquéfié (GNL), avec une capacité combinée d'approvisionner le marché mondial à hauteur de 12 millions de tonnes de GNL par an.** Le potentiel de production de gaz des deux nations est important : le bloc *offshore* 52 du Suriname et le cluster *Haimara* du Guyana contiennent ensemble environ 13 trillions de pieds cubes (tcf) de gaz naturel. Selon, les analystes cette expansion des capacités de production se produirait dans un contexte de forte demande mondiale, avec des prévisions indiquant que le marché aura besoin d'environ 105 millions de tonnes métriques de GNL par an d'ici 2035 pour combler le déficit entre l'offre et la demande.

**Adoption de la loi sur les marchés publics : vers des marchés plus transparents.**

**Le récent passage de la loi sur les marchés publics au Suriname, adopté par l'Assemblée nationale, marque une avancée significative vers des marchés plus transparent et équitable.** Désormais, la publication des appels d'offres sera systématique, et les procédures seront normalisées afin d'éliminer les disparités dans les règles qui prévalaient auparavant. Ce texte renforce également la clarté des relations légales et impose des sanctions accrues en cas de manquements. Le ministre des Finances et de la Planification, Stanley Raghoebarsing, a souligné que cette loi renforcera la fiabilité de l'État en matière de gouvernance, en améliorant la transparence. Cette réforme fait partie des jalons du programme FMI. De plus, la loi s'aligne avec les protocoles Caricom,

<sup>6</sup> Australie, Brunei Darussalam, Canada, Chili, Chine, Corée du Sud, États-Unis, Hong Kong, Indonésie, Japon, Malaisie, Mexique, Nouvelle-Zélande,

Papouasie-Nouvelle-Guinée, Pérou, Philippines, Russie, Singapour, Taiwan, Thaïlande, Viêt Nam.

favorisant ainsi l'intégration du Suriname dans le marché international.

## Venezuela

### Renouvellement des licences générales OFAC du Département du Trésor étatsunien.

L'*Office of Foreign Assets Control* (OFAC), a émis la Licence Générale 80 (renouvellement de la LG8N) et la License 5Q (renouvellement de la LG5P). La LG80 sera valable jusqu'au 9 mai 2025 et permet aux entreprises *Halliburton*, *Schlumberger Limited (SLB)*, *Baker Hughes Holdings* et *Weatherford International* de réaliser des transactions, contrats ou accords nécessaires à la maintenance de leurs opérations au Venezuela avec *Petróleos de Venezuela (PDVSA)*. La LG5Q, n'entrera en vigueur que le 7 mars 2025, et protège *CITGO Petroleum* (filiale étatsunienne de PDVSA) contre les créanciers des obligations PDVSA 2020, souhaitant la liquidation de la filiale en réparation.

### Rapport OPEP : Le gouvernement indique une augmentation de sa production de pétrole.

Le rapport de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) publié le 12 novembre indique que la production vénézuélienne en septembre a été de 989 000 bpj (+46 000 bpj) selon les chiffres officiels, et de à 895 000 bpj (+ 22 000 bpj) selon les sources secondaires. Le cours du pétrole de référence vénézuélien, *Merey* à 16 degrés API, a enregistré une hausse de 3,39 dollars par baril en octobre par rapport à septembre, pour s'échanger à 58,30 USD/baril. La moyenne du prix

depuis début 2024 s'élève à 66,22 USD/baril, +4,1% en g.a. Pour mémoire, les spécialistes pétroliers indiquent que 30% de la production de brut vénézuélien est liée aux entreprises mixtes à capitaux étrangers, dont Chevron qui produit entre 20% et 25% du volume total.

### Le Venezuela projette une production de 600 000 tonnes de crevettes en 2030.

60% de cette production devrait être destinée au marché chinois. Le président de l'Association des producteurs de crevettes de l'Ouest (Asoproco) du Venezuela, Fernando Villamizar, a indiqué que la production de crevettes dans le pays est passée de 25 000 en 2013 à 60 000 tonnes en 2024. Pour l'heure, le Venezuela fournit 14% des importation chinoises de crevettes.

# Aide-mémoire : indicateurs macroéconomiques

	Population (M)	PIB à prix courants* (Md USD)	Croissance du PIB (en % du PIB)		Compte courant (en % du PIB)	Dette publique brute (en % du PIB)	IDH (rang mondial)		Inflation (%)
	2024 p	2024 p	2023	2024 p.	2024 p.	2024 p.	2022	Variation par rapport à 2021	Variation en fin de période, 2024 p.
<b>Bolivie</b>	12,3	48,2	3,1	1,6	-5,4	93,9	120	-2	6
<b>Colombie</b>	52,7	417,2	0,6	1,6	-2,5	55,8	91	-3	5,7
<b>Equateur</b>	17,96	121,4	2,3	0,3	2,8	56,5	83	+12	2,8
<b>Guyana</b>	0,796	23	33	43,9	36,9	25,5	95	+13	3,5
<b>Pérou</b>	34,1	283,3	-0,55	3,0	0,3	34,2	87	-3	2,4
<b>Suriname</b>	0,65	4,9	2,1	2,9	1,8	85,7	124	-25	12,7
<b>Venezuela</b>	26,46	106,3	4,0	3,0	2,2	n.a.	119	+1	60,0
<b>Argentine</b>	47,2	604,4	-1,6	-3,5	0,6	91,5	48	-1	139,7
<b>Brésil</b>	212,5	2 188,4	2,9	3	-1,7	87,6	89	-2	4,3
<b>Chili</b>	20,1	328,7	2,4	0,2	-2,3	41	44	-2	4,5
<b>Mexique</b>	132,27	1 848,1	3,2	1,4	4,1	57,7	77	+9	4,5

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

[www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international](http://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international)

Responsable de la publication : Service économique Régional de Bogota.

[jacques.robin@dgtresor.gouv.fr](mailto:jacques.robin@dgtresor.gouv.fr), [sebastien.ANDRIEUX@dgtresor.gouv.fr](mailto:sebastien.ANDRIEUX@dgtresor.gouv.fr)

Rédaction : Andrés BRAGANZA, Ursula ELEIZALDE, Una LACAZE, Diego MAGUINA, Olympe MAHE.

Abonnez-vous : [jacques.robin@dgtresor.gouv.fr](mailto:jacques.robin@dgtresor.gouv.fr)